

**Réunion du comité hygiène et sécurité et conditions de travail
du 10 avril 2015 (2ème convocation)**

Déclaration liminaire

Madame la présidente,

Les agents de la DGFIP ont participé hier au mouvement de grève interprofessionnel public-privé pour dénoncer notamment la dégradation de leurs conditions de travail (40% de grévistes en Ardèche et 25% au niveau national).

D'ailleurs, nous avons boycotté la première convocation du 7 avril car depuis plusieurs années, nous ne pouvons que constater cette détérioration constante des conditions de vie au travail des agents.

Du fait de la dégradation du pouvoir d'achat, de la diminution des possibilités d'avancement, des suppressions d'emplois permanentes, du sous-effectif chronique subi, des menaces qui pèsent sur les services (SIE, SPF...), des fermetures de trésoreries, des conséquences des réductions d'ouverture au public (l'usager n'est plus au centre des réformes), nous ne devrions même pas nous présenter à cette deuxième convocation.

Ainsi, en Ardèche, nous avons émis un avis motivé défavorable au projet précipité de réorganisation du réseau des trésoreries au 1er janvier 2015.

Les réponses à cet avis sont souvent incomplètes et parfois même absentes.

Ainsi, où ont été affectés les cadres A des trésoreries absorbées ?

Quelles conséquences pour eux en matière de trajet domicile-travail ?

Quelles étaient les situations des trésoreries absorbées et absorbantes avant la fusion (retard?) ?

Quelles ont été les réorganisations prévues et effectives dans les trésoreries absorbantes ?

Quelles sont les réponses apportées à ce jour aux sous-effectifs, à l'absence de soutien ?

Malheureusement, nos inquiétudes étaient fondées et ont été rapidement confirmées.

Quelles ont été les réponses apportées par la DDFIP de l'Ardèche :

- aux constats mentionnés dans la lettre des agents de la trésorerie d'Aubenas ?
- à la trésorerie de Largentière en très grandes difficultés ?
- à la situation difficile de la trésorerie du Cheylard ?

De plus, quels allègements de charges allez-vous prévoir dans les PCE suite au transfert de 2 emplois au PCRP au 01/09/2015 ? Depuis la création des ICE, il y a eu 5 suppressions d'emplois dans ces services... Et pourtant le contrôle est une priorité ! Par le boycott collectif des entretiens 2015, ils vous font part de leurs inquiétudes quant à leurs conditions de travail.

Quels renforts allez vous apporter au cours de la campagne IR par exemple à Tournon alors que le Sip est en sous effectif chronique de cadres C et que des absences pour maladie ou congé de maternité touchent ce service ?

Quelles réponses allez vous apporter à la demande de soutien des agents alors même que les services de la direction ont subi 15 suppressions d'emplois depuis la fusion de décembre 2010 ?

Et quel soutien allez vous apporter aux services en sous effectif alors même qu'il y a eu suppressions de postes EDRA ou EMR depuis la fusion en décembre 2010 ?

La liste est longue et ne s'arrête aux seuls services cités dans cette liminaire !

De plus, maintenant, certains chefs de services font peser sur les agents les conséquences du sous-effectif chronique et des suppressions d'emplois en effectuant un chantage :

- sur les congés (pour rappel : la règle des 50% de présence ne s'applique plus depuis 2001 ; seule une présence significative est préconisée!),
- sur les demandes de temps partiel,
- sur les absences syndicales par des remarques inappropriées.

Ça suffit ! Les agents n'ont pas à palier les déficiences organisées par nos politiques, la Direction Générale et la direction locale.

Nous avons beaucoup d'incertitudes sur l'avenir des services et des inquiétudes sur la santé des agents !

Quelles réponses allez vous apporter à toutes ces inadmissibles situations difficiles ?

Conclusion : pendant que les directions pensent les changements, les agents changent les pansements !

Au lendemain de l'inauguration par le président de la république de la réplique de la grotte Chauvet à Vallon Pont d'Arc, nous avons lu le communiqué ci-dessous :

CAVERNE DU PONT D'ARC

Depuis l'aube de l'Humanité nous nous battons contre la précarité et son insécurité faim, froid, souffrance...) : c'est la survie.

Il y a 36 000 ans, les Hommes, en donnant naissance à l'Art par leurs peintures et gravures, ont effectué les premiers gestes inutiles à la survie et ... sont entrés dans la VIE.

Le 1^{er} syndicat des Finances Publiques, Solidaires souhaite que la réplique de la grotte ornée, le 10 avril, frappe le Président de la République du sens de la mesure.

C'est à dire qu'il se détourne de l'Idéologie de la survie, de la précarité revendiquée par certains depuis trop longtemps : «La vie, la santé, l'amour sont précaires, pourquoi le travail ne le serait-il pas ?» (L Parisot MEDEF 2006).

Le monde rural existe encore et du haut de nos falaises calcaires, nous savons que l'insécurité et l'instabilité permanentes des travailleurs ne fondent pas une politique de civilisation.

Points à l'ordre du jour

1/ Élection du secrétaire

Bruno Kerambrun (FO) a été élu.

2/ Lettre de mission de l'ISST

Mme Catherine TAILLARD-MORELLET est nommée inspectrice santé sécurité au travail (ISST) en remplacement de M. Jean-Philippe FAVARD.

3/ Compte rendu de la gestion 2014

Le CHSCT s'est réuni 4 fois mais la réunion pour l'utilisation définitive du reliquat du budget a été trop tardive (28 novembre) => décisions dans l'urgence.

60% du budget du CHSCT a été utilisé pour l'achat de petits équipements, 13,45% pour la formation, 12,45% pour les mises en conformité électrique, 10,49% pour des travaux... (rappel : budget 2014 : 58742 €).

4/ Suivi des actions du CHSCT

- Amiante : un nouveau contrôle de l'état de l'amiante doit être effectué tous les 36 mois par un organisme agréé => pour certains sites cela doit être fait en 2015 ex : Privas : dernière MAJ 18/09/2012
Nous avons demandé que les fiches récapitulatives amiantes de tous les sites soient accessibles sur « Ulysse07 ».
La pause des étiquettes mentionnant les zones amiantées est pratiquement terminée.
Tournon : les crédits ont été obtenus pour enlever l'amiante située au sous-sol => zone protégée lors des travaux
- VMC : le nettoyage des VMC (bouches et conduits) doit être effectué régulièrement car leur encrassement augmente notamment les risques de contamination et d'incendie.
La vérification des VMC serait prévue, à compter de cette année, avec celle du chauffage et de la climatisation.
- Tournon : rapport CRIIREM sur les effets des émissions d'ondes électromagnétiques de l'antenne « Orange » : une demande de précisions complémentaires va être envoyée aux chercheurs du CRIIREM (Effets de l'exposition fenêtres « fermées » ; quelles conséquences pour les personnes ayant des appareils d'assistance médicale type pacemakers ? Pour les fenêtres oscillo-battantes le fait de les basculer au lieu de les ouvrir en grand, limite t'il l'exposition ? Efficacité et conséquences des films (quelle baisse du rayonnement, de la réception des portables ? Quelle conséquence sur la luminosité extérieure ?).
Nous avons demandé que les agents concernés aient une réunion d'information (avec le chercheur?) sur les risques mentionnés dans le rapport, les précautions à prendre et que des pictogrammes soient mis sur les portes d'accès aux zones concernées (SIE, PCE, trésorerie, cadastre) notamment à l'intention du public extérieur, personnel d'entretien.
- Visites de sites : une délégation du CHSCT se rendra à la trésorerie du Cheylard (1er semestre) et de Vallon Pont d'Arc (2ème semestre).
- Tous les aménagements de poste prescrits par le médecin ont été réalisés.

5/Avis du CHSCT sur le PAP 2015 (programme annuel de prévention)

Rappel : le PAP ne doit pas être financé uniquement par le budget du CHSCT....

Ce n'est pas parce qu'il y a un PAP que les actions sur le document unique (DU) doivent être abandonnées.

Nous avons fait observer que le GT n'a pas réexaminé les cotations des risques et que les modifications de cotation qui y ont été apportées par rapport au DUERP 2014 n'ont pas été proposées par le GT.

On constate une baisse constante des budgets de fonctionnement et des effectifs qui ne permet pas de régler l'ensemble des problèmes soulevés dans le DUERP. Le problème des risques psychosociaux (RPS) reste entier et nous ne pouvons que constater un manque de réponse apporté aux risques psychosociaux mentionnés par les agents.

6/ Note d'orientations 2015

Priorités d'actions :

- réduire les risques liés aux déplacements et aux chutes => analyse des accidents de travail et des situations d'exposition
- réduire les risques liés à l'activité physique (manutention)
- réduire le risque d'agression au travail
- réduire les défauts de conformités réglementaires (incendie, électricité...) et à supprimer effectivement un risque bâtimentaire : cofinancement
- RPS : la présentation des DUERP/PAP sera effectuée de manière à permettre la réalisation d'un diagnostic et d'un plan de prévention des risques psychosociaux.
- financement ou cofinancement des opérations de contrôle de conservation des matériaux amiantés
- réduire les troubles musculo-squelettiques (TMS)

j'ai modifié l'ordre de priorité selon la note et regroupé 2 lignes + ajout tms

7/ Compte rendu GT budget- registres - exercices d'évacuation

Rappel : les registres doivent être à l'accueil, facilement accessible par les agents et le public => ils ne doivent pas être stockés dans le bureau des chefs de service !

Quelques observations : 3 registres n'ont pas été retournés et 9 n'ont fait l'objet d'aucune annotation en 2014 (Le Cheylard, St Péray, Annonay trésorerie, Antraigues, Vallon Pont d'Arc, Le Teil Sip/Sie, Annonay Sip/Sie, Aubenas Sip/Sie) !

De manière générale, il y a de moins en moins d'observations : cela signifie-t-il qu'il y a moins de problème ou cela traduit-il un découragement de ne pas voir les problèmes se résoudre ?

Les actions proposées au financement du CHSCT rentrent pour la plupart dans les actions qui peuvent l'être.

Cependant, on constate que la plupart des actions était auparavant financée par le budget de la direction. On voit donc bien les conséquences de la baisse de plus de 20% des budgets de fonctionnement.

8/ Examen et vote du budget

Nous avons voté « contre » une fois de plus pour dénoncer le manque de moyen des directions pour répondre aux besoins qui sont d'année en année plus nombreux.

9/ Projets immobiliers en cours

- Privas Vanel : les travaux du R+4 sont bientôt finis. Il reste ceux des sanitaires.
- Tournon : 2015 : travaux local chaufferie et désamiantage sous-sol
2016 : changement de la chaudière

- Privas Coud : le déménagement n'est plus à l'ordre du jour (pour le moment) . Une renégociation à la baisse du loyer est en cours.
- Aubenas trésorerie : problème acoustique : le rapport de l'antenne immobilière a été remis. Il y aurait pour 10000 € de travaux (changement des dalles du plafond) : financement demandé au CHSCT.
Bâtiment neuf occupé en 2007 : le CHSCT a déjà financé pour 31787 € de travaux et études !!!!
- Aubenas : problème récurrent de chauffage : la réparation de la chaudière a été faite.

10/ Questions diverses

- lors de la formation des membres du CHSCT, l'ISST nous a informé que pour les sites classés SEVESO, les mairies ont un plan de prévention.
Tournon : site SEVESO FCA gaz et produits dangereux : nous avons demandé que la direction demande le plan de prévention à la mairie afin de le diffuser aux agents.

Vos représentants en CHSCT

Sylviane LONGERAY	BCR Privas Mines
Jean-Claude CATY	DDFiP Vanel

Joël MOUNIER	SIE Tournon
Bernard VIALLE	Privas Mines

